

S'abstenir ou voter blanc au premier tour est une position intellectuelle confortable et logique pour celles et ceux qui ont fait de leur combat contre le fascisme et le néo-libéralisme leur axe stratégique.

Par contre tenir le discours qu'il vaut mieux l'élection de Le Pen aujourd'hui pour mieux la combattre par la suite, plutôt que de la voir élue triomphalement en 2022, relève du degré zéro de l'analyse politique.

Risquer d'élire Le Pen Présidente de la République en s'abstenant ou en votant blanc rejoint l'aveuglement des électeurs allemands qui ont élu Hitler.

Dès que l'extrême droite arrive au pouvoir - dont c'est l'unique objectif, quels que soient les programmes politiques avancés, fussent-ils pris à la gauche radicale - elle ne le lâchera plus, quitte de provoquer une guerre civile.

Certains nostalgiques des luttes armées auront l'impression d'agir en toute légitimité "révolutionnaire" en se confrontant directement et violemment à l'extrême droite au pouvoir dans une sorte de délire romantique mortifère.

Risquer de provoquer des arrestations, peut-être des morts est affligeant, car l'issue politique d'une action prônant la confrontation armée est vouée à une impasse totale.

Le bilan humain sera catastrophique et inutile.

Ne pas se tromper d'élection

Vouloir combattre Macron en ne votant pas pour lui à l'élection présidentielle est un leurre redoutable et irresponsable.

Dire qu'il aurait une plus forte légitimité en votant pour lui n'a aucun sens.

Le vrai combat contre Macron se jouera pied à pied contre la politique néo-libérale qu'il va mener dès son élection.

Combattre Macron élu Président - et en même temps l'extrême droite - se fera dans un premier temps par l'élection du maximum de députés opposés à sa politique sur une base anti-capitaliste et anti-fasciste, puis dans un deuxième temps par l'émergence d'un fort mouvement social nourri par l'extraordinaire mobilisation de la France Insoumise.

Ce soulèvement populaire de résistance sera capable de créer une crise de régime, et instaurer une sixième République.